



Mise à jour des activités du PRP Printemps 2005

www.recherchepolitique.gc.ca



Mise à jour des activités du PRP

En ce début d'automne 2005, le PRP est parvenu à un point où plusieurs de ses projets de recherche sur les politiques à moyen terme aboutissent. Le rapport final sur le capital social, celui sur la mesure du capital social et les études thématiques sur ce sujet ont été publiés en septembre. Ces publications ont été très bien accueillies, les experts canadiens et étrangers faisant observer qu'elles portent à un niveau supérieur la recherche sur le capital social qui peut être utilisée pour l'élaboration des politiques.

À l'automne et au début de l'hiver, le rapport final du projet sur le Vieillessement de la population et la flexibilité des parcours de vie sera publié en trois segments distincts. Chacun de ceux-ci portera sur un aspect particulier des activités de recherche menées dans le cadre du projet. Du groupe des Liens nord-américains, on attend le rapport final du projet sur l'union douanière, ainsi que divers produits des projets sur la coopération internationale en matière de réglementation et sur les régions transfrontalières.

La focalisation sur l'eau douce du projet du Développement durable donne lieu à la production d'une foule de documents. En effet, sous l'égide de cette équipe et de ses partenaires, des rapports, des notes d'information, un atlas virtuel et un indice de la durabilité sont en voie de production. Le Groupe de données pour la recherche sur les politiques a organisé un certain nombre d'ateliers thématiques pour l'automne et revoit actuellement la trajectoire de l'Initiative visant les lacunes statistiques.

Le premier numéro d'*Horizons* de la saison, le volume 8, numéro 1, est centré sur les questions de données. Les numéros futurs d'*Horizons* porteront sur des thèmes liés à l'économie sociale et à la conciliation travail-famille.

Cette Mise à jour des activités du PRP présente dans leurs grandes lignes les activités de recherche du PRP et ses plans pour l'automne et le début de l'hiver 2005. L'information est

affichée à notre site <www.recherche politique.gc.ca> au fur et à mesure qu'elle est disponible. Pour obtenir des renseignements généraux, prière de communiquer avec nous par courriel à questions@policyresearch.gc.ca ou par téléphone au 613 947.1956. Pour les coordonnées des responsables des projets, veuillez consulter l'encadré à la fin de la Mise à jour.



Liens nord-américains

Sous la rubrique Liens nord-américains, le PRP mène trois initiatives de recherche : Évolution vers une union douanière, Coopération internationale en matière de réglementation et Émergence de régions transfrontalières.

Les résultats des recherches récentes sont présentés au site web du PRP, tandis que le volume 7, numéro 1 d'*Horizons*, de juin 2004, centré sur le thème Liens nord-américains témoigne bien des résultats initiaux.

Mise à jour du programme de recherche

En raison des transformations récentes importantes qu'a connues l'économie politique aux niveaux mondial et nord-américain, Commerce international Canada, Industrie Canada et le PRP ont tenu, le 22 juin 2005, un atelier sur le programme de recherche. Les discussions ont contribué à l'établissement d'un ordre de priorité des sujets de recherche pour l'avenir à moyen terme, soit les trois à cinq prochaines années, basé sur les besoins futurs apparents en matière de politiques et la contribution attendue de la recherche à l'élaboration des politiques. On peut consulter le rapport de l'atelier au site web du PRP.

Le projet **Évolution vers une union douanière** examine les enjeux et conséquences de l'harmonisation des tarifs extérieurs entre le Canada et les États-Unis, ainsi que de l'élimination des règles d'origine de l'ALENA.

À ce jour

Plusieurs documents de recherche ont été publiés sur l'impact des règles d'origine, les retombées potentielles d'une union canado-américaine sur l'activité économique et l'emploi, et les incidences sur le plan des politiques de la création d'un tarif extérieur commun et de l'élimination des règles d'origine.



Un document de discussion explorant le comportement des exportateurs canadiens et américains vis-à-vis des règles d'origine de l'ALENA a été achevé et est accessible sur le site web du PRP.

Prochaines étapes

Le PRP prévoit publier le rapport final sur ce projet en novembre 2005.

Le projet **Coopération internationale en matière de réglementation** vise à évaluer les avantages économiques éventuels de la coopération en matière de réglementation et les mécanismes susceptibles de la favoriser, essentiellement dans un contexte nord-américain. Le projet englobe aussi les outils d'analyse de la réglementation et les exigences en matière de données.

À ce jour

Le rapport intérimaire intitulé *Coopération canado-américaine en matière de réglementation : Tracer la voie à suivre*, qui examine les avantages éventuels d'une coopération canado-américaine en matière de réglementation, a

donné lieu à des présentations et discussions dans divers contextes. Le rapport intérimaire et un compte rendu détaillé du symposium d'experts qui a eu lieu en octobre 2004 sont disponibles sur le site web du PRP.

Dans le cadre des initiatives du gouvernement du Canada visant à donner suite aux recommandations du Comité consultatif externe sur la réglementation intelligente, le PRP entreprend d'autres recherches dans le but d'examiner :

- Les cadres et les mécanismes susceptibles d'accroître la coopération internationale en matière de réglementation, surtout entre le Canada et les États-Unis;
- Les enjeux touchant la mise en oeuvre, la méthodologie et les données centrées sur l'utilisation d'instruments d'analyse de la réglementation, y compris d'analyse détaillée des dépenses liées à la réglementation du gouvernement du Canada.

Ces initiatives de recherche permettront d'éclairer le processus menant à la nouvelle directive gouvernementale sur la réglementation, ainsi que d'identifier et de régler certains enjeux éventuels dans la coopération canado-américaine en matière de réglementation.

Prochaines étapes

Le PRP a fait réaliser plusieurs documents de recherche pour examiner les mécanismes institutionnels et de gouvernance liés à la coopération en matière de réglementation, ainsi que pour tirer des leçons des expériences canadiennes et internationales et y déceler des possibilités. Ces documents seront présentés et feront l'objet de discussions à un symposium d'experts prévu pour le 8 décembre 2005. Participeront à ce symposium des hauts fonctionnaires et des universitaires du Canada, des États-Unis, du Mexique, de l'Union européenne, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. Les communications seront regroupées en un livre qui sera publié au printemps 2006. Une activité analogue centrée sur l'analyse de la réglementation et les exigences en matière de données est aussi envisagée.

Le projet **Émergence de régions transfrontalières** vise à démontrer l'existence, l'envergure et la nature des régions transfrontalières, ainsi qu'à examiner les répercussions politiques de ces régions pour le gouvernement du Canada. La recherche s'articule autour des axes économique, socioculturel et institutionnel pour offrir une perspective désagrégée de l'intégration nord-américaine.

À ce jour

Plusieurs documents de recherche ont été produits sur les courants régionaux de valeurs, l'établissement d'institutions régionales transfrontalières et le rendement économique des régions depuis l'ALENA. Ils sont accessibles sur le site web du PRP. Le PRP les utilise aussi pour produire le rapport intérimaire sur ce projet de recherche.

Les autres recherches sur les dimensions économiques et institutionnelles des régions transfrontalières incluent un projet pilote mené avec Ressources naturelles Canada en vue de déterminer l'importance des régions transfrontalières pour les secteurs des ressources naturelles et fondé sur une analyse des liens commerciaux au niveau de la province ou de l'État. On a également entrepris en analyse comparative des régions transfrontalières d'Europe.

Prochaines étapes

En collaboration avec les agences de développement régional (Agence de promotion économique du Canada atlantique, Développement économique Canada pour les régions du Québec et Diversification de l'économie de l'Ouest Canada), le PRP a organisé une enquête auprès des acteurs régionaux des secteurs public et privé pour examiner les défis, possibilités et conséquences en matière de politique des régions transfrontalières du Canada et des États-Unis. Les résultats de l'enquête et le rapport intérimaire du projet seront au programme d'une série de tables rondes régionales prévues pour novembre 2005. L'enquête et ces tables rondes fourniront des données directes sur l'émergence de régions transfrontalières,

ainsi que sur les rôles et attentes des agents régionaux dans la conduite des relations canado-américaines.

À l'issue de cette enquête et des tables rondes, le PRP produira un certain nombre d'études thématiques gravitant autour des conséquences sur les secteurs de l'environnement et des transports des régions transfrontalières et leurs répercussions plus générales sur les relations canado-américaines.

■ Développement durable

Le projet du Développement durable du PRP utilise les questions liées à l'eau douce comme moyen d'explorer un éventail d'enjeux. Ces questions reflètent celles du développement durable en général, et vont de la gestion intégrée des ressources à la pollution, de la gestion de la demande aux préoccupations en matière d'équité, et des intérêts locaux aux besoins du développement international. Le nouveau paradigme de gestion intégrée des ressources en eau est un miroir du développement durable et de l'art de trouver un juste milieu entre les besoins économiques, sociaux et environnementaux.

Au Canada, malgré l'abondance d'eau douce, il existe un vaste éventail de problèmes régionaux. Tandis que certaines régions connaissent la sécheresse, d'autres doivent lutter contre des inondations. Dans certaines municipalités, la qualité de l'eau potable est préoccupante, alors que dans d'autres régions, des espèces étrangères envahissantes menacent la pêche. De la tragédie de Walkerton au détournement de Devil's Lake en passant par le débat sur le permis de prélèvement d'eau d'OMYA, les questions liées à l'eau occupent une place croissante sur le radar des politiques.

Le projet sur l'eau douce du PRP a gravité autour de quatre grands thèmes :

- la gestion de la demande d'eau;
- la gestion de la pollution de l'eau;
- la gestion intégrée des ressources;
- les questions de gouvernance.

Au Canada, traditionnellement c'est la gestion de l'approvisionnement qui prime sur **la gestion de la demande d'eau** : s'il y a accroissement de la demande, on crée de nouveaux approvisionnements au moyen de barrages, de puits, de nouvelles usines de traitement et d'autres grands ouvrages de génie. Or, dans de nombreuses régions du pays, cette approche est devenue insoutenable; la construction facile de barrages a entraîné une baisse du niveau de la nappe phréatique et l'accroissement en flèche du coût des nouvelles infrastructures. L'approche explorée consiste à utiliser des instruments économiques pour gérer la demande plutôt que d'accroître l'approvisionnement.

À ce jour

Les marchés de l'eau, le prix des services d'eau municipaux et d'autres approches centrées sur le marché sont explorées dans un important rapport de synthèse intitulé *Instruments économiques pour la gestion de la demande d'eau*, ainsi que dans un numéro spécial de la *Revue canadienne des ressources hydriques* et une série de notes d'information pointues. Ces publications ont été largement citées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement fédéral.

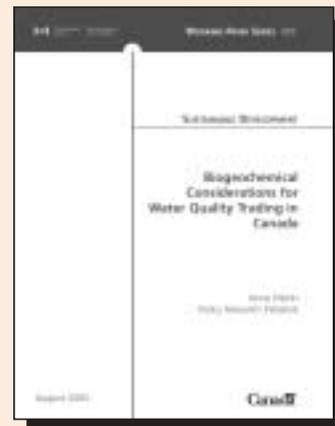
Prochaines étapes

Ce thème constitue le fondement de l'exploration continue des relations complexes qui existent entre le prix de l'eau, les conditions météorologiques, le climat et la demande d'eau. Il sert aussi à explorer le rôle éventuel des partenariats public-privé dans l'infrastructure municipale de l'eau. D'autres notes d'information et un document de travail seront publiés dans les prochains mois.

La pollution de l'eau a traditionnellement été gérée par la réglementation, mais, en l'absence de mesures d'application coûteuses, la réglementation ne se révèle pas très efficace. Même s'il est possible de gérer efficacement de cette manière les sources ponctuelles comme les usines municipales de traitement des eaux usées, il est plus difficile de gérer ainsi la pollution causée par des sources non ponctuelles, comme les fermes et les terrains de golf.

À ce jour

Ce thème a été lancé au printemps 2005 au cours d'un petit atelier sur les considérations biogéochimiques de l'échange de crédits de qualité de l'eau; il constitue le fondement d'un document de travail intitulé *Échange de crédits de qualité de l'eau au Canada – considérations biogéochimiques* ainsi que de deux notes d'information basées en partie sur cet atelier.



Prochaines étapes

C'est autour de ce thème qu'a gravité un atelier important tenu en septembre 2005. Les constatations seront publiées dans les prochains mois.

Le paradigme de la **gestion intégrée des ressources en eau** vise l'équilibre entre les résultats sociaux, économiques et environnementaux. L'eau est une question régionale et locale qui ne respecte pas les limites bureaucratiques ou politiques. Presque toutes les formes d'utilisation du sol, allant de l'agriculture aux loisirs en passant par le développement urbain et les réserves fauniques, ont une grande incidence sur l'abondance et la qualité des ressources en eau. Un outil important pour l'aménagement du territoire est une catégorie de modèles appelés des modèles de gestion intégrée du paysage.

À ce jour

L'objectif consiste à explorer les usages éventuels de cet outil et de déterminer les mesures à prendre pour accélérer son développement et son utilisation au Canada. Les travaux gravitant autour de la gestion intégrée des ressources ont contribué à l'établissement de nouveaux programmes de recherche importants à Environnement Canada et à Ressources naturelles Canada.

Prochaines étapes

L'équipe de projet collabore actuellement avec Ressources naturelles Canada et d'autres partenaires à la création d'une communauté de pratique pour représenter les enjeux liés à l'eau. Il s'agirait pour cette communauté de pratique de créer un atlas virtuel des enjeux hydriques faisant ressortir les différents problèmes et possibilités qui existent ou pourraient exister au Canada.

Dans les **questions de gouvernance**, tous les paliers de gouvernement ont un rôle à jouer, la juridiction étant partagée entre le gouvernement fédéral et les provinces; les questions de gouvernance sont soumises aux accords internationaux et sont souvent déléguées aux autorités municipales ou régionales. Ce thème est centré sur la gestion des enjeux liés à l'eau, du niveau mondial auquel correspond l'ONU en passant par le niveau binational des eaux frontalières canado-américaines jusqu'aux activités de gestion interne du gouvernement fédéral.

À ce jour

Ce travail a débuté par un examen des engagements du gouvernement fédéral en matière d'eau douce comme il est indiqué dans les stratégies de développement durable du ministère. En outre, il a déjà contribué à un changement dans la gouvernance de l'eau aux Nations Unies.

Prochaines étapes

Un outil capital qui est en voie d'élaboration en rapport avec ce thème est l'indice canadien de la durabilité des ressources hydriques. Composé d'indices de la qualité de l'eau potable, de la disponibilité d'eau industrielle et agricole, des aspects environnementaux de l'eau, de l'infrastructure et des enjeux sociaux, cet indice permettra aux autorités locales et régionales de fixer des objectifs et de mesurer de manière plus intégrée les progrès accomplis. Ce thème englobe aussi la gouvernance des eaux frontalières du Canada et des États-Unis pour aider à élaborer les vues du Canada sur une révision possible de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.

Nouvelles approches pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion

Depuis l'établissement d'un cadre de diagnostic et d'analyse en novembre 2003, le projet a servi à examiner un certain nombre d'approches afin d'évaluer leur pertinence et en particulier le rôle de l'acquisition de biens et de l'amélioration de la capacité financière. Une série de tables rondes PRP-CRSH tenue à l'automne 2004 a exploré des enjeux liés à l'économie sociale, au logement et aux travailleurs à faible revenu. Le numéro de décembre 2004 d'*Horizons* (volume 7, numéro 2) a porté sur le thème de la pauvreté et de l'exclusion et traduit un grand nombre des discussions qui ont eu lieu dans les tables rondes.

À ce jour

Les activités récentes ont visé à approfondir la compréhension par le PRP des avantages et des limites de ces approches, ainsi qu'à élargir le champ d'étude pour examiner d'autres manières novatrices de traiter des questions de pauvreté et d'exclusion.

En juin, le travail mené antérieurement sur le niveau de connaissance financière a été élargi par la tenue d'une conférence sur la capacité financière menée par le PRP, Social and Enterprise Development Innovations (SEDI) et l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC).

Le rapport intitulé *Ce qu'il faut savoir sur l'économie sociale – Un guide pour la recherche en politiques publiques*, publié en août 2005, décrit ce qui peut être fait dans le contexte de l'économie sociale, en plus de cerner les lacunes en matière de recherche dans ce domaine. Les responsables du projet ont également publié *Politiques et pratiques en matière de logement dans un contexte de pauvreté et d'exclusion*, soit un rapport de synthèse sur le rôle du logement comme facteur déterminant et résultat de la pauvreté et de l'exclusion.



À l'été 2005, les responsables du projet ont enrichi la série des documents de travail du PRP. *Examen critique des effets des quartiers au Canada* examine les conséquences des conditions existant dans un quartier sur les résultats à long

terme des particuliers et des ménages, comme le développement dans l'enfance, la santé mentale et l'autosuffisance. *L'autre visage de la pauvreté chez les travailleurs* présente les caractéristiques des actifs à faible revenu, tandis que *Travailler et être pauvre : Qu'est-ce que ça représente?* compare les comportements de dépense des familles laborieuses pauvres à ceux des familles pauvres non laborieuses et des familles laborieuses qui ne sont pas pauvres.

Prochaines étapes

On vise à achever cette étape du projet. À cette fin, plusieurs communications et rapports seront publiés dans les prochains mois, y compris les suivants :

- un document de discussion sur l'éventail des possibilités d'action qui existent pour combattre l'exclusion sociale dans les groupes jugés les plus à risque de pauvreté et d'exclusion;
- un rapport de synthèse sur les travailleurs à faible revenu faisant fond en partie sur la table ronde PRP-CRSH de l'automne dernier et les documents de travail publiés récemment;
- un document de réflexion sur les initiatives visant à « rendre le travail payant », dont l'objectif est de cerner la portée de l'enjeu et les conséquences sur le plan de la politique publique;

- un numéro prochain d'*Horizons* sur les concepts, résultats de recherche et propositions pour éclairer la politique publique en ce qui concerne l'économie sociale;
- un rapport sommaire résumant les diverses observations provenant des activités de recherche du PRP sur de nouvelles approches pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion.

Vieillessement de la population et flexibilité des parcours de vie

Dans le cadre de ce projet, le PRP étudie les conséquences économiques, financières et sociales liées au marché du travail du vieillissement de la population. Il explore également les avantages économiques et sociaux qu'il pourrait y avoir à relever les défis du vieillissement de la population en donnant aux Canadiens plus de flexibilité dans la manière dont ils choisissent d'employer leur temps tout au long de leur vie et de le partager entre les études, le travail, la famille et les loisirs.

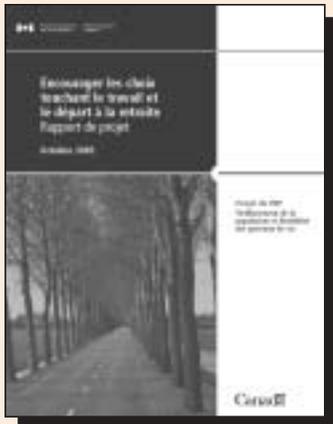
Se basant sur un cadre de parcours de vie élaboré au PRP au cours de la dernière année, l'équipe de projet produit actuellement un rapport qui sera publié sous forme de trois documents complémentaires. Le premier, qui sortira en octobre 2005, porte sur les travailleurs âgés et le marché du travail. Les deux autres traiteront de conciliation travail-famille et des avantages sociaux et économiques éventuels d'un marché du travail caractérisé par une forte demande.

Le projet s'inspire aussi de l'Initiative de collaboration sur les politiques liées à la population, au travail et à la famille (PTF) créée récemment. Ce partenariat, comportant des équipes de recherches financées par le CRSH, explorera les enjeux et les interventions stratégiques éventuelles liés au vieillissement de la population, à l'évolution du marché du travail et aux rôles et responsabilités des familles.

Prochaines étapes

La série de rapports issus du projet sera divisée comme suit :

- *Encourager les choix touchant le travail et le départ à la retraite* (octobre 2005)



Ce document présente les conséquences probables sur les plans économique, financier, du marché du travail et de la répartition de la retraite massive des membres de la génération du baby-boom et du vieillissement de la population. Il

renferme une évaluation des diverses politiques qui pourraient être adoptées en réponse à ces conséquences, y compris la création de choix axés sur la poursuite du travail. La réduction des obstacles à la poursuite du travail à un âge plus avancé et le rééquilibrage de la structures des encouragements financiers pourraient faciliter ces choix.

- *Un milieu de travail pro-famille – Une économie pro-enfants* (automne 2005)
Obligées de concilier travail et responsabilités familiales, beaucoup de familles font face à de sérieuses contraintes de temps. Outre l'éducation des enfants, ces responsabilités incluent souvent la prestation de

soins à des membres âgés et handicapés de la famille. Comment peut-on, dans ce contexte, recenser les familles particulièrement vulnérables? La baisse de la fertilité résulte-t-elle en partie de ces contraintes? Comment la politique publique peut-elle être appliquée pour réduire les effets néfastes? Une flexibilité accrue dans la répartition par les familles et les particuliers de leur emploi du temps entre les études, le travail, la prestation de soins et les loisirs constitue-t-elle un élément de la réponse à ces questions? Outre ce document, un numéro d'*Horizons* sera consacré à cette question importante des contraintes de temps avec lesquelles les familles doivent composer.

- Un marché du travail accessible à tous (hiver 2005-06)
Depuis trois décennies, le marché du travail canadien est caractérisé par une offre excédentaire de travailleurs. D'ici 10 ans, nous connaissons peut-être une longue période durant laquelle les travailleurs seront en grande demande. Comment la politique publique peut-elle profiter de ce contexte en évolution pour améliorer les résultats sociaux, comme la cohésion sociale et l'inclusion, la diminution de la pauvreté, la sécurité économique et l'intégration des minorités? En outre, la transformation du marché du travail pourrait augmenter le potentiel des activités d'apprentissage continu pour accroître la productivité et le temps passé au travail, tout en réduisant éventuellement la disparité de revenu.

Série de l'Initiative de collaboration PTF

L'Initiative de collaboration PTF, qui vient d'être formée, organise, de concert avec le CRSH, un certain nombre d'activités de recherche pertinentes. L'accent est mis sur la population, le travail et la famille dans le contexte du vieillissement de la population. La première table ronde, tenue en mai 2005, avait pour thème les travailleurs âgés. Une réunion de suivi, qui a eu lieu en septembre, a porté sur la santé des régimes de pension du secteur privé du Canada. À une autre table ronde, prévue pour l'hiver 2005-2006, les participants examineront comment la retraite imminente des membres de la génération du baby-boom peut servir de catalyseur pour rendre les marchés du travail plus inclusifs. À l'hiver 2005-2006, on prévoit aussi tenir un symposium pour explorer l'élaboration d'un cadre sur le parcours de vie pouvant être utilisé en analyse des politiques.

Le capital social comme instrument de politique publique

Le PRP a publié en septembre le rapport final de son projet sur le capital social. Examen du potentiel du concept de capital social comme moyen d'éclairer l'élaboration de la politique, le rapport propose un cadre pour l'analyse du concept, en plus de cerner les domaines de la politique et des programmes où le capital social joue un rôle déterminant. Il renferme aussi un ensemble stratégique de recommandations pour essayer des approches nouvelles, des mesures améliorées et des initiatives d'orientation.

Points saillants du rapport de projet

À l'issue de consultations et de recherches prolongées, le projet a permis de définir le concept comme l'ensemble des réseaux sociaux auxquels une personne ou un groupe peut avoir recours pour obtenir des ressources ou un soutien. Cette définition permet de distinguer le capital social de concepts analogues, comme ceux de confiance, de cohésion sociale et d'engagement civique, et d'évaluer correctement les relations entre ces phénomènes. Cela permet aussi de déterminer la manière dont le capital social se combine à d'autres ressources humaines et financières pour influencer notre participation sociale, économique et politique.

Les gouvernements influencent inévitablement d'une myriade de façons le développement du capital social. Ainsi, les décisions relatives aux transports en commun, au logement, au congé parental, à l'éducation, aux services de garde et aux installations de loisirs, pour ne mentionner que celles-là, exercent une influence déterminante sur les liens sociaux que les gens tissent. De plus, nombre de programmes et d'initiatives incluent des éléments de capital social dans leurs démarches en vue de renforcer la capacité individuelle ou organisationnelle, comme le mentorat, l'établissement de réseaux de soutien organisés et le « courtage » de partenariats communautaires.

Certains domaines d'action pourraient profiter tout particulièrement des outils d'analyse élaborés dans le cadre de ce projet.

Aider les populations à risque d'exclusion sociale. La disponibilité de certains types de réseaux peut avoir une incidence importante sur l'intégration socio-économique de personnes à risque d'exclusion sociale, notamment les nouveaux arrivants, les chômeurs chroniques, les mères seules, les jeunes en difficulté et certaines communautés autochtones.

Aider à traverser les grandes transitions de la vie. Les transitions de la vie constituent des moments d'incertitude et d'instabilité. Ce sont des périodes où les personnes ont souvent besoin de se tourner vers leurs réseaux sociaux existants pour obtenir un soutien et de l'aide ou établir de nouveaux contacts sociaux pour obtenir les types d'aide requis.

Promouvoir les initiatives de développement des collectivités. Dans une perspective axée sur le capital social, l'accent est mis sur l'importance des relations entre les citoyens, les organismes de prestation de services, les institutions et les organisations pour la prestation de services, la prise de décisions et la résolution de problèmes.



Les gouvernements disposent d'un éventail d'options pour intégrer le capital social à l'élaboration des politiques et programmes, selon leur degré d'influence sur les réseaux. Ils peuvent appuyer directement le développement ou le maintien du capital social comme moyen d'atteindre les objectifs des programmes ou travailler avec les réseaux en place pour assurer des services. De manière moins directe, ils peuvent aussi intégrer une dimension de capital social en créant des conditions propices à l'établissement de réseaux utiles et en sensibilisant les responsables aux interactions entre les politiques et le capital social existant.

Autres publications

Deux autres documents ont été publiés en septembre. *La mesure du capital social*, de Sandra Franke, présente un survol des instruments de mesure disponibles et renferme des recommandations au sujet de la mesure du capital social sur les plans individuel et collectif. *Le capital social à l'œuvre – Études thématiques sur les politiques*, dont les auteurs sont des experts canadiens réputés, explore la pertinence et l'application d'un examen sous l'angle du capital social pour huit domaines d'action et de programmes particuliers.

Activités de diffusion actuelles

Les membres du personnel de recherche du PRP participent à des réunions avec des hauts fonctionnaires responsables des politiques, des analystes et des chercheurs des différents ministères fédéraux pour présenter les constatations et recommandations principales du projet. Ils discutent aussi des façons dont les ministères peuvent intégrer la notion de capital social à leurs démarches d'élaboration et d'évaluation des politiques.

Groupe de données pour la recherche sur les politiques

Le Groupe de données pour la recherche sur les politiques, un forum interministériel que préside de directeur exécutif du GDRP, exerce deux fonctions : il permet aux ministères de discuter des besoins et des projets en matière de données et d'analyses et de les coordonner; il surveille les dépenses engagées dans le cadre de l'Initiative visant les lacunes statistiques, qui est consacrée aux projets de données pour les besoins émergents en matière de politique.

La réunion de mai dernier sur le plan de travail annuel du GDRP a attiré un nombre exceptionnel de participants, et la discussion a été animée et productive. Nombre de ministères ont clairement exprimé le désir de poursuivre, au cours de réunions futures, les conversations entamées sur des thèmes particuliers. Jusqu'au début de l'automne, des réunions thématiques avaient eu lieu sur l'accès aux données et les marchés internationaux émergents.

En octobre, le PRP publie également un numéro spécial d'*Horizons*, soit le volume 8, numéro 1, qui sera consacré aux données.

L'Initiative visant les lacunes statistiques a été financée pour les exercices 2004-2006. Malgré son utilité indéniable, il faudra clairement apporter des changements avant de pouvoir la renouveler pour 2006-2007 et les exercices subséquents. Le PRP consulte ses partenaires pour déterminer la voie optimale à suivre.

■ Coordonnées des responsables de projet

Vieillesse et parcours de vie

Terrance Hunsley	t.hunsley@prs-srp.gc.ca	613 947.3892
Alain Denhez	a.denhez@prs-srp.gc.ca	613 943.5860

Capital social

Jeff Frank	j.frank@prs-srp.gc.ca	613 947.3905
------------	-----------------------	--------------

Pauvreté et exclusion

Jeff Frank	j.frank@prs-srp.gc.ca	613 947.3905
Jean Kunz	j.kunz@prs-srp.gc.ca	613 992.5193

Liens nord-américains

André Downs	a.downs@prs-srp.gc.ca	613 995.3655
-------------	-----------------------	--------------

Développement durable

Ian Campbell	i.campbell@prs-srp.gc.ca	613 992.3704
--------------	--------------------------	--------------

■ Autres contacts au PRP

Directeur exécutif

Jean-Pierre Voyer	jp.voyer@prs-srp.gc.ca	613 992.8059
-------------------	------------------------	--------------

Publications

Richard Tate	r.tate@prs-srp.gc.ca	613 947.7761
--------------	----------------------	--------------

Groupe de données de recherche sur les politiques

Ian Campbell	i.campbell@prs-srp.gc.ca	613 992.3704
Sushma Barewal	s.barewal@prs-srp.gc.ca	613 943.2400

www.recherchepolitique.gc.ca